

ARRETE DU MAIRE

2025-AM-12-0418

Le Maire,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
- Vu le Code Pénal notamment ses articles R 610 - I à R 610 - 5
- Vu le Code de la Route
- Vu le manuel du chef de chantier du SETRA
- Vu l'arrêté interministériel sur la signalisation routière et notamment la 8ème partie du Livre I – signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifié.
- Vu l'arrêté municipal 2020/0168 portant délégation de signature à Monsieur THOMAS Franck, Directeur Général des Services.

Considérant la demande présentée **par l'entreprise Maçonnerie les 3 Lys – 688 avenue du Lys – 77190 DAMMARIE-LES-LYS** concernant des travaux de destruction de jardinières en façade.

ARRETE

Article 1^{er} :

Du lundi 12 janvier 2026 au lundi 2 février 2026 inclus, le pétitionnaire est autorisé à positionner 3 échafaudages au droit du 84 rue François GIRARDON :

- Sur la façade avant, 2 échafaudages de 3 mètres linéaires sur trottoir et chaussée
- Sur la façade arrière, 1 échafaudage de 3 mètres linéaires sur trottoir et chaussée

Article 2 :

Pendant cette période et sous le porche de l'habitation citée en article 1^{er}, le pétitionnaire conservera le passage à la circulation piétonne et automobile existante.

Article 3 :

Pendant cette période et pour garantir la sécurité des usagers de la voie, le pétitionnaire s'engage à installer trois plateformes de protection aux dimensions des échafaudages en conservant une hauteur de passage de 4m.

Ces circulations seront instituées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur.

Article 4 :

Pendant cette période et sur la même zone, le pétitionnaire veillera à ce que ses installations soient protégées, signalées et visibles de jour comme de nuit par une signalisation adaptée et conforme à la réglementation en vigueur.

Article 5 :

Pendant cette période et sur la même zone, **le pétitionnaire s'engage à laisser un accès aux riverains, aux véhicules de collectes de déchets ainsi qu'aux véhicules de secours.**

Article 6 :

Le prix de l'occupation des sols de la voie publique par un échafaudage est fixé à 3.00€ par m² et par jour. Cette taxe sera acquittée par le pétitionnaire auprès du Trésor Public, soit : 3.00€ × 9 × 21 jours = **567 €** après réception du titre exécutoire.

Article 7 :

Pendant cette période et sur la même zone, une déviation de la circulation des piétons sera instituée par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur.

Article 8 :

Une signalisation réglementaire conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et du manuel du chef de chantier du SETRA sera mise en place et entretenue par le pétitionnaire sous le contrôle des Services Techniques.

Article 9 :

Pendant cette période, et sur la même zone, le pétitionnaire s'engage à respecter les aménagements existants et prendre en charge toute dégradation du domaine public ainsi que la remise en propreté relative à son occupation.

Article 10 :

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la zone par le pétitionnaire.

Article 11 :

Le présent arrêté sera affiché sur tout le territoire de la commune.

Article 12 :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Article 13 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.

Article 14 :

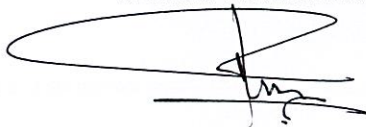
Ampliation du présent arrêté sera notifiée au pétitionnaire et

- Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine
- Monsieur le Commissaire, Commissariat Central de Melun Val de Seine
- Monsieur le Major du poste de la Police Nationale du Mée-sur-Seine
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale de la Ville du Mée-sur-Seine
- Monsieur le Lieutenant du Service Départemental d'Incendie et de Secours
- Monsieur le Directeur des Services Postaux
- Monsieur le Président du S.M.I.T.O.M.
- Le Secrétariat du SAMU – Centre Hospitalier de MELUN

Qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Fait à Le Mée sur Seine, le lundi 22 décembre 2025,

Pour le Maire,
Pour Ampliation et par Délégation,
le Directeur Général des Services



Franck THOMAS



L'Adjointe au Maire,
En charge du Cadre de Vie, de l'Urbanisme,
de la Propreté et des Mobilités

A signé : Maxelle THEVENIN